

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR A FIN NOVEMBRE 2020

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Réforme de l'Administration, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances est intervenue, depuis le mois de juin, dans un contexte caractérisé par la levée progressive du confinement et l'apparition, en conséquence, de signes de reprise dans certains secteurs d'activité économique. Elle reflète également l'impact des mesures adoptées par le Comité de veille économique pour contrer les effets socioéconomiques de la pandémie Covid-19.

Ainsi, la situation des charges et ressources du Trésor à fin novembre 2020 fait ressortir les principales évolutions suivantes :

- **La poursuite de l'atténuation du rythme baissier des recettes fiscales**

Comparativement aux prévisions de la loi de finances rectificative 2020, le taux de réalisation des recettes ordinaires, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, s'est situé à 87,9% contre 86% un an auparavant. Ce comportement des recettes recouvre des taux de réalisation de 93,3% des recettes fiscales et de 58% des recettes non fiscales.

Par rapport à la même période de l'année 2019, ces recettes ont enregistré une baisse de 16,8 MM.DH, dont 13,7 MM.DH au titre des recettes fiscales et 2,8 MM.DH au titre des recettes non fiscales.

L'évolution des recettes fiscales reflète la poursuite de l'atténuation de leur rythme baissier entamée depuis juin, date de la levée partielle du confinement et la reprise progressive de l'activité économique. En effet, les recouvrements mensuels, hors acomptes, se sont élevés à 13,2 MM.DH en moyenne entre juin et novembre, contre 10,1 MM.DH entre avril et mai. C'est ainsi que :

- les recettes tirées de l'IS, soit 38,8 MM.DH, ont enregistré un taux de réalisation de 90,5% et une quasi-stabilité par rapport à la même période de 2019, sachant que cet impôt est basé essentiellement sur les résultats de 2019. Les recouvrements mensuels de l'IS, hors acomptes, se sont établis à 1,2 MM.DH en moyenne entre avril et novembre.
- Les recettes au titre de l'IR font ressortir un taux de réalisation de 91,3% et une baisse de 4,8% (-1,8 MM.DH) par rapport à fin novembre 2019. Le rythme de baisse de l'IR a connu une

atténuation en novembre qui a enregistré une recette de près de 3 MM.DH, soit quasiment le même niveau de novembre 2019.

- Les droits d'enregistrement et de timbre ont enregistré un taux de réalisation de 92,2% et une baisse de 19,6% (-2,8 MM.DH) par rapport à fin novembre 2019. Les recouvrements à ce titre ont poursuivi leur amélioration avec un montant de 905 M.DH en novembre, contre 717 M.DH comme moyenne mensuelle entre avril et septembre.
- Les recettes au titre de la TVA globale ont affiché un taux de réalisation de 100,3% et une baisse de 9,5% (-5,2 MM.DH) par rapport à fin novembre 2019. Cette baisse est attribuable principalement à la TVA à l'importation (-2,4 MM.DH). Sur une base mensuelle, ces recettes ont enregistré une amélioration au mois de novembre avec des réalisations de 5,4 MM.DH contre une moyenne mensuelle de 4,3 MM.DH entre avril et octobre et ce, en liaison avec le fléchissement des remboursements au mois de novembre.
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 87,7% et une baisse de 10,9% (-3 MM.DH) par rapport à la même période de 2019. Les recouvrements ont connu une amélioration en novembre, soit 2,5 MM.DH, après 2,1 MM.DH en moyenne sur la période avril-octobre.
- Les droits de douane ont enregistré un taux de réalisation de 106,5% et une baisse de 4% (-352 M.DH) par rapport à fin novembre 2019. Au seul mois de novembre, ils ont atteint 930 M.DH contre 710 M.DH en moyenne entre avril et octobre.

Les recettes non fiscales, pour leur part, ont affiché un recul qui s'explique par la non programmation de recettes de privatisation (-4,4 MM.DH) et le retard accusé par les versements en provenance de certains établissements et entreprises publics (-0,6 MM.DH). Cette baisse a été atténuée par une amélioration des « autres recettes » (+2,3 MM.DH), attribuable principalement à l'augmentation des fonds de concours (+4,6 MM.DH).

- **Une exécution des dépenses globalement en ligne avec les prévisions de la LFR :**

Les dépenses ordinaires ont enregistré un taux d'exécution de 88,5% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative et se sont inscrites en hausse de près de 10,1 MM.DH (+5 %) par rapport à la même période de l'année 2019.

Le rythme d'exécution de ces dépenses recouvre les principales évolutions suivantes :

- Les dépenses de biens et services ont enregistré un taux de réalisation de 86,7% et une augmentation de près de 10,1 MM.DH (+6,3%) par rapport à la même période de 2019 ;
- La charge de la compensation a connu un taux de réalisation de 108,5%.

Concernant les dépenses d'investissement, les émissions ont affiché un taux de réalisation de 78,4% par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificative et une baisse de près de 2,3 MM.DH (-4,1%) par rapport à la même période de 2019. Cette évolution est attribuable principalement à la baisse des dépenses au titre des budgets ministériels.

Quant aux comptes spéciaux du Trésor, ils ont dégagé un excédent de 10,7 MM.DH contre 4,9 MM.DH un an auparavant, soit une augmentation de 5,8 MM.DH. Cet excédent s'explique, à hauteur de 8,3 MM.DH, par l'excédent dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19 et, pour le reste, par les flux nets positifs enregistrés par les autres comptes spéciaux du Trésor contre 4,9 MM.DH à fin novembre 2019.

- L'évolution des recettes et dépenses ordinaires fait ressortir un solde ordinaire négatif de près de 14,4 MM.DH, contre 13,4 MM.DH à fin octobre, traduisant une accélération du rythme d'exécution des dépenses ordinaires par rapport à celui des recettes.

Compte tenu de ce qui précède, le déficit budgétaire s'est établi à 59,2 MM.DH, contre 40,5 MM.DH un an auparavant, soit une hausse de 18,7 MM.DH. Par rapport au mois d'octobre, ce déficit est en aggravation de 8,8 MM.DH, résultant principalement de l'accélération du rythme d'exécution des dépenses d'investissement (+5,7 MM.DH par rapport à octobre 2020).

Si l'on exclut l'excédent enregistré par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, le déficit s'élève à près de 67,6 MM.DH, en aggravation de près de 27 MM.DH par rapport à la même période de l'année 2019.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

	Novembre	Loi de finances	Novembre	Novembre 2020/ Novembre 2019		Taux de réalisation
	2019	2020	2020	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	212.470	222.515	195.675	-7,9%	-16.795	87,9%
RECETTES ORDINAIRES (hors privat.)	208.026	222.515	195.675	-5,9%	-12.351	87,9%
Recettes fiscales	187.136	185.841	173.389	-7,3%	-13.748	93,3%
- Impôts directs	81.170	87.515	78.809	-2,9%	-2.361	90,1%
- Impôts indirects	82.658	77.735	74.462	-9,9%	-8.196	95,8%
- Droits de douane	8.795	7.930	8.443	-4,0%	-352	106,5%
- Enregistrement et timbre	14.513	12.661	11.674	-19,6%	-2.839	92,2%
Recettes non fiscales	22.346	33.674	19.531	-12,6%	-2.816	58,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9.119	14.686	8.486	-6,9%	-633	57,8%
- Autres recettes	8.783	18.988	11.045	25,7%	2.261	58,2%
- Privatisation	4.444	0	0	-	-4.444	-
Recettes de certains CST	2.988	3.000	2.756	-	-232	91,9%
- Fonds de soutien des prix	253	600	174	-	-79	29,0%
- Fonds spécial routier	2.735	2.400	2.582	-	-153	107,6%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	253.014	305.307	254.906	0,7%	1.892	83,5%
DEPENSES ORDINAIRES	200.008	237.494	210.080	5,0%	10.072	88,5%
Biens et services	160.910	197.295	171.001	6,3%	10.091	86,7%
Personnel (1)	115.079	135.933	121.435	5,5%	6.356	89,3%
Autres biens et services	45.831	61.362	49.566	8,2%	3.735	80,8%
Dettes publiques (2)	25.537	28.339	26.214	2,7%	677	92,5%
Intérieure	22.252	23.421	22.548	1,3%	296	96,3%
Extérieure	3.285	4.918	3.666	11,6%	381	74,5%
Compensation (3)	13.561	11.860	12.865	-5,1%	-696	108,5%
SOLDE ORDINAIRE	12.463	-14.979	-14.405	-215,6%	-26.868	96,2%
INVESTISSEMENT	57.864	70.813	55.520	-4,1%	-2.344	78,4%
dont Fonds spécial routier	3.189	2.400	1.397			58,2%
III - SOLDE DES CST (4)	4.858	3.000	10.694	120,1%	5.836	356,5%
dont : Fonds Gestion Covid-19	0	0	8.328		8.328	
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-40.544	-82.792	-59.231	46,1%	-18.687	71,5%
DEFICIT BUDGETAIRE hors Fonds Gestion Covid-19	-40.544	-82.792	-67.559	66,6%	-27.015	81,6%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-8.337		-1.357		6.980	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-48.881	-82.792	-60.588	24,0%	-11.707	73,2%
FINANCEMENT INTERIEUR	35.155	39.163	47.166		12.011	120,4%
Endettement intérieur	19.518		58.537		39.019	
Autres opérations	15.637		-11.371		-27.008	
FINANCEMENT EXTERIEUR	13.726	43.629	13.423		-304	30,8%
Tirages	21.555	60.000	32.371		10.817	54,0%
Amortissements	-7.828	-16.371	-18.948		-11.120	115,7%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

	Novembre	Loi de finances	Novembre	Novembre 2020/ Novembre 2019		Taux de réalisation
	2019	2020	2020	en %	en valeur	en %
RECETTES ORDINAIRES	212.470	222.515	195.675	-7,9%	-16.795	87,9%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Privat.)	208.026	222.515	195.675	-5,9%	-12.351	87,9%
RECETTES FISCALES	187.136	185.841	173.389	-7,3%	-13.748	93,3%
Impôts directs	81.170	87.515	78.809	-2,9%	-2.361	90,1%
Taxe professionnelle	328	321	248	-24,4%	-80	77,3%
I.S	38.602	42.914	38.835	0,6%	233	90,5%
I.R.	38.409	40.047	36.574	-4,8%	-1.835	91,3%
Contribution de solidarité sur les bénéficiaires	2.022	2.157	2.146	6,1%	124	99,5%
Taxe urbaine/d'habitation	44	30	24	-45,5%	-20	80,0%
Majorations	1.687	1.993	961	-43,0%	-726	48,2%
Autres impôts directs	78	52	21	-73,1%	-57	40,4%
Impôts indirects	82.658	77.735	74.462	-9,9%	-8.196	95,8%
T.V.A.	55.488	50.116	50.244	-9,5%	-5.244	100,3%
(Intérieure)	19.753	18.965	19.515	-1,2%	-238	102,9%
(Importation)	35.735	31.150	30.729	-14,0%	-5.006	98,6%
T.I.C.	27.170	27.620	24.219	-10,9%	-2.952	87,7%
(Tabacs)	10.238	10.565	9.789	-4,4%	-449	92,7%
(Produits énergétiques)	15.200	15.483	12.754	-16,1%	-2.446	82,4%
(Autres)	1.733	1.572	1.676	-3,3%	-57	106,6%
Droits de douane	8.795	7.930	8.443	-4,0%	-352	106,5%
Enregistrement et timbre	14.513	12.661	11.674	-19,6%	-2.839	92,2%
RECETTES NON FISCALES	22.346	33.674	19.531	-12,6%	-2.816	58,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	9.119	14.686	8.486	-6,9%	-633	57,8%
- Autres recettes	8.783	18.988	11.045	25,7%	2.261	58,2%
- Privatisation	4.444	0	0		-4.444	
Recettes de certains CST	2.988	3.000	2.756	-7,8%	-232	91,9%
Fonds de soutien des prix	253	600	174	-31,2%	-79	29,0%
Fonds spécial routier	2.735	2.400	2.582	-5,6%	-153	107,6%